

20260520 Rue89 Lyon

<https://www.rue89lyon.fr/2026/05/20/cest-toujours-mieux-rue-part-dieu-nouvelle-metropole-lance-premiere-expulsion-squat/>

« On est tous menacés » : à Part-Dieu, la nouvelle Métropole lance sa première expulsion de squat

Femmes seules, familles, nouveau-nés... 280 personnes occupent actuellement l'immeuble du 25 place de Milan, à Part-Dieu (Lyon 3^e). La Métropole, qui possède le bâtiment, a attaqué en justice l'occupation. Un premier dossier sans-abrisme complexe pour la nouvelle majorité. Reportage.

Léa Bidault



L'extérieur du bâtiment du squat de la place de Milan à Part-Dieu, avant son expulsion. Photo : LB/Rue89Lyon.

Deux lits et les affaires d'une vie jonchent le sol de la chambre d'Emmanuel et de sa femme, ce matin de mai. À 52 ans, ils vivent ensemble au rez-de-chaussée du squat de Milan, dans une chambre où il n'y a pas la place de ranger correctement leurs affaires personnelles. « Ici la vie est très difficile », souffle Emmanuel. La chaise et la bouilloire sont posées sur le matelas. Les vêtements entassés aux quatre coins de la petite pièce.

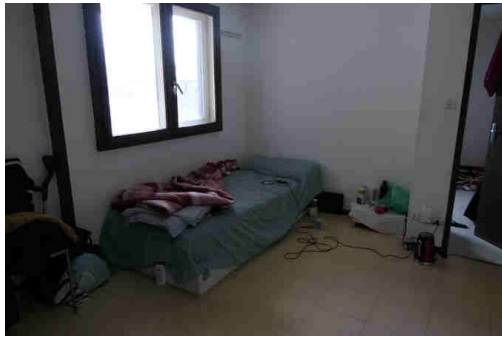
Emmanuel et sa femme sont arrivés en France il y a deux ans et demi de la République du Congo. Avant, ils vivaient à la rue. Ils ont investi le bâtiment dès le début de l'occupation, le 6 mars 2026. Si l'immeuble appartient à la Métropole, le collectif Solidarités Femmes à la Rue 69 a réussi à investir les lieux sans résistance majeure de l'ancienne majorité de gauche, aux manettes à cette époque, à quelques semaines des élections.

L'immeuble occupé s'élève sur six étages, avec des appartements T1 à T6, accueillant parfois jusqu'à douze personnes par logement. En tout, ce sont 280 personnes qui vivent dans le bâtiment, en partie occupé auparavant par le Samu social 69 – Alynea. Initialement réservé aux femmes, certaines ont amené leurs compagnons et maris.

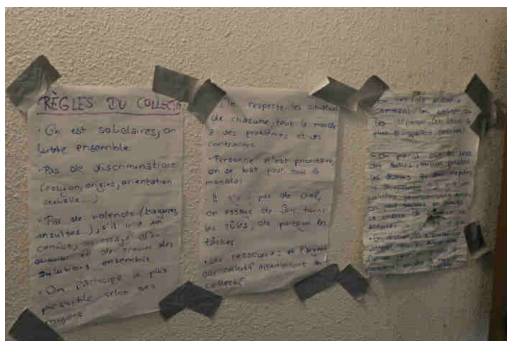
Tous vivent dans des conditions rudimentaires. Dégâts des eaux réguliers, pas de connexion Internet, pas d'eau chaude... » On ne sait même pas si l'eau est potable ! », explose Inès, occupante de l'immeuble et membre du collectif Solidarités Femmes à la Rue 69.

Alors, la solidarité s'organise. Les associations et les particuliers font des dons. « Aujourd'hui, tout le monde a un matelas, une table, des chaises... le strict minimum pour pouvoir vivre », explique Inès. Malgré tout, elle rappelle que la nuit reste froide sans

chauffage dans les logements : « Et cet été, il fera très chaud à cause de la mauvaise isolation des murs. »



Dans le squat en cours place de Milan, à Part-Dieu.Photo : LB/Rue89Lyon.



Dans le squat place de Milan à Part-Dieu.Photo : LB/Rue89Lyon.



Les occupants ont investi les lieux en mars 2026.Photo : LB/Rue89Lyon.

Risque d'expulsion à Part-Dieu : une solution transitoire en attendant l'asile

Reste que c'est, comme souvent, toujours mieux que rien. « Si on nous expulse, je retournerai à la rue », commente Emmanuel. Comme d'autres, il a des difficultés pour obtenir des papiers. « On m'a refusé l'asile », est une phrase prononcée par beaucoup d'occupants des lieux.

C'est le cas de Régine. « Je suis en France depuis 2015, mais je n'ai toujours pas de papiers. Je ne sais jamais pourquoi on me refuse mes demandes d'asile. » Alors Régine persévère. Elle essaie de trouver des solutions : « Je prends des cours de français, et j'ai rendez-vous demain dans un Ehpad à Oullins pour y être bénévole. Avant, en Angola, j'étais infirmière. J'espère que ce travail me permettra d'avoir enfin des papiers français. »

À 48 ans, Régine vit avec son mari dans l'immeuble occupé depuis le mois de mars. Tous les deux souffrent d'apnée du sommeil. Pour dormir, ils ont besoin d'un appareil qui doit être branché à une prise de courant. Un traitement médical difficile à suivre quand les coupures d'électricité sont très fréquentes. « J'ai encore fait une nuit blanche cette nuit », témoigne-t-elle.

« Le bâtiment a été détérioré avant qu'on arrive, justement pour éviter le squat », dénonce Inès. Elle décrit également des câbles arrachés. Selon elle, ce serait la Métropole qui serait à l'origine de ces dommages. Contactée, la Métropole nous « invite à contacter Enedis » sur ce sujet.

« Mal logés, mais mieux que dehors »

Pour Nina et Massi (prénoms modifiés), parents de deux filles de 8 et 10 ans, les coupures de courant sont annexes. Cela fait un an qu'ils ont quitté l'Algérie pour la France. Et c'est la première fois qu'ils ont un endroit où vivre à l'abri, pour plus longtemps que quelques nuits. « Avant, on était vraiment exposés aux dangers de la rue. Ici ce n'est pas parfait, mais au moins on a une porte et un toit qui nous protègent ».

S'ils ne « cherchent pas le luxe », les deux parents admettent qu'ils manquent d'espace. Ils partagent leur T3 avec deux autres familles. Sans cuisine. « On doit marcher jusqu'à la Tablée des Gones pour manger le soir. Ce n'est pas toujours le plus simple avec les petites ».

Pas simple non plus quand Massi raconte qu'il est atteint de la maladie de Crohn. À 47 ans, sa maladie s'aggrave à cause du stress provoqué par sa situation actuelle. « C'est un poids en plus dans un quotidien déjà très difficile à gérer ».

Massi et Nina sont déterminés à trouver une solution pérenne. Psychologue orthophoniste, et professeure d'arabe, kabyle, français et anglais, Nina attend impatiemment de pouvoir travailler de nouveau, quand elle aura obtenu son droit d'asile. Même chose pour Massi, ouvrier dans le BTP. Mais, le couple est en conscient : « On n'est qu'au début de la galère ».

Même constat pour Alas. À 16 ans, elle vit avec sa mère au premier étage de l'immeuble. Elle est en seconde, au lycée Jacques-Brel, et son quotidien dans l'immeuble impacte grandement sa scolarité. « C'est compliqué à l'école, parce que le lycée est à une heure de transport, alors je rentre tard à la maison. Et le soir, je n'arrive pas à bien faire mes devoirs, surtout quand il n'y a plus de courant ».

Elle confie vouloir travailler dans la finance ou l'économie plus tard, parce qu'elle aime ces matières « mais je doute d'y arriver, je n'ai pas d'assez bonnes notes ».

Pour en savoir plus

- ∞ [Fin de la trêve hivernale : le redoublement des craintes pour les enfants sans-abri à Lyon](#)
- ∞ [Les familles sans-abri du squat d'Arloing relogées dans des logements vacants](#)
- ∞ [Fin de la trêve hivernale : trois tentatives de squats et autant d'expulsions à Lyon](#)



Une habitante du bâtiment occupé place de Milan, à la Part-Dieu (Lyon).Photo : LB/Rue89Lyon.



Inès, occupante du squat du 25 place de Milan.Photo : LB/Rue89Lyon.

Un premier squat à gérer pour la Métropole

Les conditions de logement sont très précaires, mais le discours des occupants reste positif : « On est vraiment soulagés d'être ici, c'est toujours mieux que la rue. » Depuis presque trois mois, les occupants vivent quasiment sereinement et plutôt en sécurité. Mais, le changement de majorité rebat les cartes.

En mai, la Métropole a assigné les occupants devant le tribunal judiciaire de Lyon le 29 mai prochain. Une échéance très courte, et qui fait peser la menace d'une potentielle expulsion sur les occupants de l'immeuble. Une expulsion, sans garantie de relogement par la suite, car la Métropole ne répond pas aux sollicitations des associations.

Un rassemblement devant le siège de la Métropole est donc prévu ce mercredi, à partir de 14 h 30. Inès, elle, sera dans le cortège : « Je pense que tous les occupants de l'immeuble viendront, parce qu'on est tous menacés. »

Comment la nouvelle majorité va-t-elle gérer ce dossier ? Contactée, elle n'était pas revenue vers nous avant la parution de l'article.

Il s'agit en tout cas de son premier dossier social d'ampleur à gérer. À noter que, sous la précédente majorité de gauche, les attaques en justice avaient également été fréquentes. Cependant, l'ancienne majorité avait tenté à plusieurs reprises de trouver des solutions, notamment via la mise en place de [conventionnement](#). À voir quelle position prendra l'exécutif de Véronique Sarselli (LR) sur ce sujet.

Également joints pour évoquer de potentielles prises en charge de certains habitants, les services de l'État – compétents en la matière – ne nous avaient pas non plus répondu, lors de la publication de cet article.

À lire sur Rue89Lyon

- ∞ [A Lyon, un nouveau « squat officiel » et des questions](#)
- ∞ [Fin du squat officiel de la Métropole à Lyon 3e : les habitants dans l'impasse](#)
- ∞ [Bientôt des squats « officiels » dans des bâtiments de la Métropole de Lyon](#)